



**LES GRANDS ENJEUX
DE RETOUR :**
LES INTERVENTIONS
MILITAIRES CANADIENNES

PAGES 6 ET 7

20 NOVEMBRE,
« **JOURNÉE DES DROITS
DE L'ENFANT** »

TRAVAIL DES ENFANTS DANS
LA CULTURE DU TABAC

PAGE 3



MENSUEL GRATUIT 15 000 EXEMPLAIRES
NOVEMBRE 2014 VOLUME 30 NUMÉRO 3
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun



**Et si on
se décolonisait,
pour écrire une
histoire ensemble?**

PAGE 3

PHOTO : HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE



**L'ÉCONOMIE SOCIALE,
ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ**

PAGES 8 À 12

PAGE 5



SYNDICATS

**FREIN OU LEVIER POUR
L'ÉMANCIPATION DU QUÉBEC?**

L'oléoduc : un instant, s'il vous plaît !



L'oléoduc que prévoit construire TransCanada, pour transporter le pétrole de l'Alberta jusqu'au port pétrolier de Cacouna, traversera le Québec sur une distance de 700 kilomètres. À elle seule, la Mauricie, de Maskinongé à Sainte-Anne-de-la-Pérade en passant par Trois-Rivières, accueillera environ 100 kilomètres de tuyaux. Ceux-ci auront un mètre de diamètre et transporteront 1,1 million de barils de brut par jour, soit 750 barils à la minute! Le tracé de l'oléoduc longera en partie l'autoroute 40, traversera de nombreuses terres agricoles et enjambra les rivières Saint-Maurice, Sainte-Anne et Batiscan. Selon Équiterre, ce projet créera 2 400 emplois directs temporaires pendant les sept ans que dureront les travaux.

RÉAL BOISVERT

Il est difficile de chiffrer le nombre d'emplois dont profitera la région. Si leur nombre se distribue en fonction du kilomètre parcouru et comme la Mauricie compte pour 6 % de la distance de l'oléoduc, la région devrait profiter pendant la durée de la construction de la création d'environ 120 emplois.

Et on ne sait pas si ces emplois seront occupés par des travailleurs de la ré-

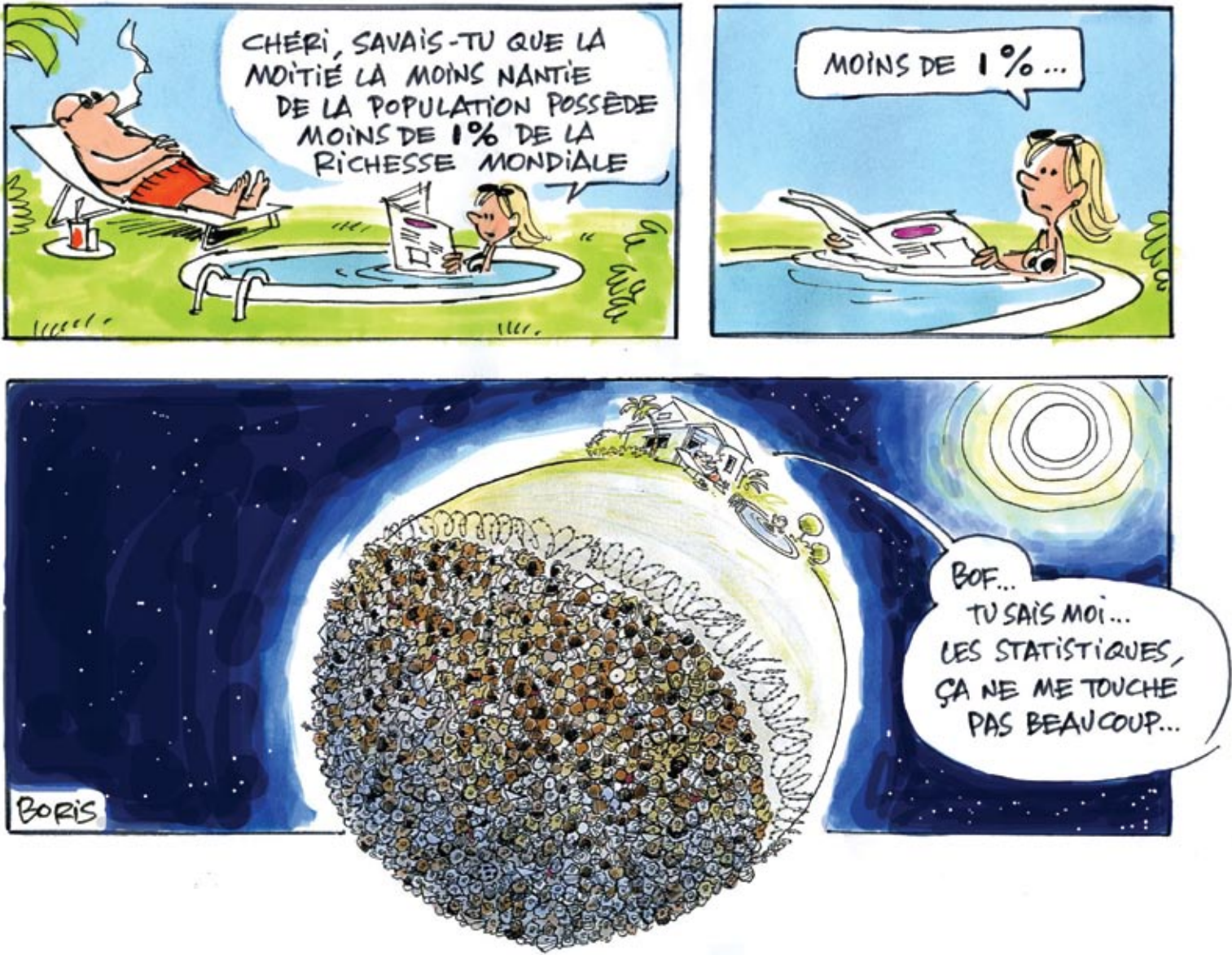
gion. Mais enfin...une job est une job et on ne peut lever le nez dessus. Sauf qu'en tenant compte du fait que les risques de déversement sont importants, il est loin d'être certain que le jeu en vaille la chandelle. N'oublions pas en effet, comme le rapporte encore Équiterre, que le nombre de fuites dans les oléoducs au Canada a triplé depuis 10 ans. En cas de déversement, c'est l'approvisionnement en

eau de milliers de personnes qui sera compromis, sans compter les dizaines d'hectares de terre souillée et sans oublier le fait que la plupart des municipalités ne sont pas outillées pour faire face à la catastrophe.

Mais on n'y peut rien, disent les élus. Le Québec et les municipalités n'auraient pas les compétences pour s'opposer à ce projet, l'environnement et le transport énergétique étant de compétence fédérale. Faux, prétendent d'éminents juristes dans l'édition du 31 octobre du Devoir. Selon eux, « la Cour suprême a reconnu que les provinces peuvent intervenir directement sur les activités industrielles, minières, agricoles et commerciales susceptibles de porter atteinte à l'environnement. La preuve en est bien que la Colombie-Britannique a exprimé une fin de non-recevoir définitive à TransCanada ». Voilà qui devrait conforter les sceptiques. Et

puis les mêmes juristes affirment que la jurisprudence est une chose qui évolue. En effet, la Constitution canadienne n'est pas un pacte de suicide, reconnaissent eux-mêmes les juges de la Cour suprême.

L'ampleur sans précédent de ce projet, les risques environnementaux qu'il présente, la modestie de ses retombées économiques, la possibilité d'un recours juridique pour l'interdire ou en limiter la portée, sans oublier le fait que nos voisins du Sud et les gens à l'ouest de l'Alberta n'en veulent pas, tout ça justifie la tenue d'une vaste consultation citoyenne tout autant que la mise sur pied d'une commission d'experts. Mieux encore, pourquoi pas un référendum sur ce projet? C'est la démocratie qui doit prévaloir dans les circonstances... et non pas les desiderata des seuls actionnaires de TransCanada.



SOMMAIRE

- CHRONIQUE DE PIERRE LAVERGNE
PAGE 3
- CLUB DES NEXT
PAGE 3
- ÉCONOMIE
PAGE 4
- HISTOIRE
PAGE 4
- CONTROVERSE : SYNDICATS
PAGE 5
- CARTE POSTALE
PAGE 5
- LES GRANDS ENJEUX
PAGES 6-7
- DOSSIER: ÉCONOMIE SOCIALE
PAGES 8 À 12

lagazette
de la Mauricie

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com
Site Web : www.gazettemauricie.com

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

Président : René Schreiber
Coordonnatrice : Mariannick Mercure
Infographie : Martin Rinfret



COMMENTAIRE D'UN LECTEUR

Toutes mes félicitations à l'équipe de la Gazette de la Mauricie. Quel retour en force! Que d'intéressants, pertinents et bien écrits articles d'information - régionale et nationale. Chapeau et bonne continuation.

Jacques Lambert
Saint-Barnabé-Nord



venez visiter notre nouveau site interactif et son contenu exclusif à

Vous voulez recevoir le journal gratuitement par courriel? Nous soutenir financièrement, devenir membre ou bénévole? Écrivez-nous à info@gazettemauricie.com



www.GazetteMauricie.com

« Je m'en vais travailler au tabac! »



Il y a presque 50 ans, beaucoup de jeunes se regroupaient en commune, fumaient du « pot », voyageaient... d'autres se cherchaient du travail. Plusieurs choisissaient d'aller « travailler au tabac » en Ontario. Ce que je fis.

PIERRE LAVERGNE

pierrelavergne@hotmail.com

Entassés à sept ou huit dans des cabanes de bois où nous devions vivre pendant des semaines, nous avions à peine le temps de nous laver, car les journées commençaient avant le lever du soleil pour se terminer tard en soirée. Avant de déjeuner, il fallait vider le séchoir à tabac. À peine éveillés, nous devions grimper sur des échafaudages pour attraper les bâtons chargés de feuilles de tabac pour les remettre au suivant. Le sable qui en tombait nous raclait les yeux.

« Bottom leaf!, bottom leaf! » (les feuilles du bas) nous criait le patron hongrois. Penchés pendant des heures, courbatu-

rés, déjà exténués par les dures journées de 16 heures, il nous fallait continuer... plusieurs vomissaient bien avant la fin de la journée. D'autres souffraient de maux de tête continuels ou d'irritation de la peau. Ramasser la feuille du bas, cela signifiait recevoir en plein visage les autres feuilles chargées de rosée et de nicotine. Les bras et le visage noircis comme des mineurs après déjà six heures de travail, nous avions droit à un dîner très riche, trop riche le plus souvent à base de couenne de lard... tout ce travail pour à peine un dollar l'heure!

Ces souvenirs que je croyais appartenir à une autre époque me

sont revenus à la lecture d'un rapport de l'organisation Human Rights Watch (HRW). À ma grande surprise, j'y apprenais que ce genre de travail est encore permis aux États-Unis, et ce, à partir de l'âge de 12 ans, et même plus jeune, pour les petites exploitations!

Les 141 enfants interrogés par HRW ont décrit comment ils tombaient subitement gravement malades alors qu'ils travaillaient dans les plantations de tabac. Une jeune fille de 16 ans du Kentucky a déclaré : « Vous avez envie de vomir. Et vous buvez de l'eau, car vous avez très soif, mais l'eau vous rend encore plus malade. Vous vomissez sur place... » Un garçon de 12 ans a décrit comme suit une migraine qu'il a eue alors qu'il travaillait : « C'était horrible. C'était comme s'il y avait quelque chose dans ma tête qui essayait de la dévorer de l'intérieur. » Les effets des

pesticides utilisés dans cette industrie peuvent inclure des cancers, des problèmes cognitifs, des difficultés scolaires et la stérilité. Les enfants doivent même fournir le sac à vidange dont ils se couvrent pour se protéger malgré la chaleur suffocante. La plupart ne disposent ni de toilette ni d'eau pour se laver les mains avant les repas afin d'enlever les traces de tabac et de pesticides. En 2012, les deux tiers des

les enfants peuvent travailler jusqu'à 60 heures par semaine. Pas moins de 74 % de ces enfants sont issus de familles pauvres hispaniques et ne sont protégés par aucune loi...

Les grandes entreprises du tabac ont persisté pendant des années à nier les risques que présentait leur produit pour la santé des fumeurs, jusqu'à leur condamnation par les tribunaux. Combien d'années

Il faut savoir que le secteur du tabac en est un où les enfants peuvent travailler jusqu'à 60 heures par semaine.

enfants de moins de 18 ans morts d'accidents du travail étaient employés dans l'agriculture et plus de 1800 jeunes de moins de 18 ans travaillant dans l'agriculture américaine ont été victimes d'accidents non mortels. Il faut savoir que le secteur du tabac en est un où

faudra-t-il avant qu'elles ne reconnaissent les torts qu'elles font aux enfants? Bien que la loi américaine interdise la vente aux enfants de produits contenant du tabac, elle autorise les enfants à travailler dans la culture du tabac sur le territoire des États-Unis!

g CLUB DES NEXT

Et si on se décolonisait pour écrire une histoire ensemble

C'est en montant au Nord, au Nunavik, en 2009 que je suis entrée en contact avec l'Autochtonie. Le choc culturel a fessé fort. J'ai vite réalisé que j'étais ailleurs. Passant de concierge à enseignante d'éducation physique le temps d'une année scolaire, j'ai appris à apprivoiser les élèves et leur culture entre les matchs de soccer et les compétitions d'Inuit games.

Ce qui a commencé à germer à cette époque c'est tout ce qui a trait à « la rencontre ». J'ai commencé à prendre conscience de la rencontre qui s'opère dans les communautés avec le ou la travailleur-e Blanche. Des cultures qui s'entrechoquent, qui s'influencent. Des réactions qui explosent, implosent et des jeux de pouvoirs qui naissent. J'ai goûté à ce que ça signifie être Blanche et Euro-Canadienne dans une communauté non-occidentale et colonisée.

Du haut de mes 21 ans, j'es-sayais de donner un sens

aux différentes problématiques sociales, de trouver un fil conducteur. Cinq ans plus tard, suite à d'autres voyages, au fil de rencontres et de discussions, de mes études et de mes lectures, mes réflexions ont trouvé des mots et beaucoup plus.

COLONIALISME, NÉO-COLONIALISME ET DÉCOLONISATION

L'école, microcosme où se rencontrent des élèves Inuit et des profs Blancs est un terrain où s'affrontent deux cultures : inuite et occidentale. Souvent sans le savoir et sans le vou-

loir, de façon parfois très subtile, l'enseignant Blanc impose une vision du monde totalement différente de celle dans laquelle l'enfant est élevé.



PHOTO : HEIKO WITTENBORN/NTA

Le rapport à l'Autre (l'Autochtone, l'Africain, l'Asiatique, le Sud-Américain, le Musulman, le différent) pour les Occidentaux (les gens vivant en Europe et en Amérique du Nord) n'est pas neutre. Il s'inscrit dans une dynamique où le pouvoir colonial est toujours

Le « club des next » donne la parole aux jeunes de la Mauricie. Pour novembre, Emilie Hébert-Houle, Géographe et candidate à la maîtrise en science de l'environnement à l'UQTR



dominant. Ainsi, la rencontre, lorsqu'elle n'est pas décolonisée, ne s'opère pas d'égal à égal, mais de dominant à dominé. Se questionner profondément sur ce qu'implique véhiculer notre culture mère c'est travailler à se décoloniser.

Dans le contexte du prof Blanc dans une classe de jeunes élèves Inuit, la décolonisation sert à préserver l'identité culturelle des enfants en proposant un enseignement conscient et interculturel.

La planète est un gros écosystème où se rencontrent les idéologies utilitaristes (comme si les ressources étaient illimitées) et les valeurs autochtones reconnaissant l'interconnectivité du vivant et du non-vivant et les respectant de façon à permettre d'assurer la survie

des générations actuelles et futures. La culture autochtone nous transmet un enseignement très profond et nous propose une vision du monde à laquelle de plus en plus de gens s'associent. Le néo-colonialisme actuel c'est la culture néolibérale qui entre en contradiction avec cet état d'être.

Dans le contexte actuel d'austérité, de Plan Nord, de privatisation et de pipelines, prendre conscience du néo-colonialisme ambiant et se décoloniser soi-même comme citoyen allochtone devient un devoir citoyen. S'ouvre alors un espace de rencontre plus humain où les peuples Autochtones et Allochtones peuvent entreprendre un réel dialogue et bénéficier des savoirs et valeurs de chacun pour co-construire la suite.

DIVERSIFICATION
SOCIAL
ENGAGEMENT ACTIONNARIAL
ENVIRONNEMENT
DROITS HUMAINS
INVESTISSEMENT RESPONSABLE



BÂTIRENTE
— Régimes de retraite collectifs —

Choisir Bâtirente, c'est opter pour un régime-retraite performant et responsable!

batirente.qc.ca



Les inégalités extrêmes

Depuis quelques d'années, on assiste à la multiplication des études sur les inégalités de la part d'organismes (Conference Board du Canada, FMI, Morgan Stanley, OCDE, Standard & Poor's, etc.) qui ne se préoccupaient pas trop de ce phénomène jusqu'à tout récemment. Pourquoi donc ?

ALAIN DUMAS ÉCONOMISTE

gazette.economie@gmail.com

C'est sans doute le Fonds monétaire international (FMI) qui a le mieux illustré cette soudaine préoccupation en rendant public en 2014 une vaste étude (150 pays sur une période de 50 ans) qui montre que les inégalités nuisent à la croissance et à l'efficacité économique. Comme toutes les études constatent une nette augmentation des inégalités économiques, il y a donc lieu de s'inquiéter.

LA SITUATION ACTUELLE

Plus près de nous, des études de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) montrent le même phénomène. L'OCDE¹ publiait en 2014 une troisième étude depuis 2008, qui corrobore une conclusion du Conference Board du Canada (2011), selon laquelle le Canada est non seulement le pays ayant connu la plus forte hausse d'inégalités au cours des dernières années,

mais qu'il est en train de rattraper les États-Unis.

Thomas Piketty² vient de publier les résultats d'une vaste recherche scientifique sur les inégalités de revenu et de richesse. Il estime que ces inégalités sont extrêmes lorsque les 10 % les plus riches s'approprient 40 % ou plus des revenus du travail et possèdent 70 % ou plus de toutes les richesses (immobilières et financières). C'est le cas des États-Unis depuis les années 2000, et de plus en plus du Canada où les 10 % les plus riches détiennent plus de la moitié des richesses (FMI, 2013).

LES CAUSES

Selon Piketty, ces inégalités extrêmes s'expliquent par l'ampleur considérable du transfert de revenu national (15 % aux États-Unis) des 90 % les plus pauvres vers les 10 % les plus

riches depuis les années 1970. Ce phénomène s'explique par la baisse des salaires et la hausse des profits et dividendes notamment (en % du PIB).

Piketty montre que la concentration extrême de la richesse privée accélère la montée des inégalités pour la simple raison que cette richesse, qui est aujourd'hui deux fois plus importante (en % du PIB) qu'en 1975, rapporte aussi deux fois plus qu'en 1975. En raison de cette mécanique, la concentration extrême des richesses pourrait encore doubler d'ici la fin du siècle si rien n'est fait.

DES SOLUTIONS

Les États doivent se donner des outils de redistribution des revenus et des richesses extrêmes pour combattre les inégalités. Piketty apporte une solution originale qui consiste à instaurer un impôt progressif sur la richesse nette (les avoirs moins les dettes) des ménages. Il fait valoir qu'un impôt progressif très faible sur le capital (0 % pour les

richesses nettes de moins de 1,5 million \$, 1 % entre 1,5 et 5 millions \$ et 2 % pour plus de 5 millions \$), qui toucherait à peine 2,5 % de la population mondiale, rapporterait autour de 2 % du PIB d'un pays, soit 35 milliards \$ par année pour le Canada ou 6 milliards \$ pour le Québec.

L'autre solution consiste à ramener l'impôt progressif sur les revenus à des niveaux plus équitables, étant donné qu'il a été réduit de moitié dans la plupart des pays riches depuis 30 ans, sans que cela stimule la croissance économique. En 2013, le FMI (Taxing Times) in-

diquait que le Canada pourrait relever le taux d'imposition de la plus haute tranche de revenu à 60 % sans que cela n'ait d'effet négatif sur l'économie. De son côté, Thomas Piketty évalue que ce taux pourrait atteindre 82 % sans que cela nuise à la croissance économique. Force est de constater que l'austérité est un concept dépassé.

Sources :

- 1- OCDE : L'Organisation de Coopération et de Développement Économique regroupe 34 pays les plus riches de la planète.
- 2- Thomas Piketty, *Le capital au XXI^e siècle*, Éditions du Seuil, 2013, 970 pages.



Ville de Caracas, au Venezuela.

g CHRONIQUE HISTOIRE

DE LA COC À LA CSN

RENÉ HARDY

Les Trifluviens d'aujourd'hui ne savent probablement pas que cet édifice de la rue Royale, derrière la cathédrale, qui porte gravé sur le haut de sa façade le sigle intrigant « C.O.C. t.-r. 1913 » fut déjà nommé la « Maison de l'ouvrier » et a été le berceau du premier syndicat catholique à Trois-Rivières, ancêtre de la CSN.

Son histoire nous reporte à une autre époque. L'Église se comporte comme un État dans l'État. Aucun domaine d'activité ne lui échappe, pas plus bien sûr que la direction des associations de travailleurs.

Dans ce domaine, jusqu'au début du 20^e siècle, l'Église se limite à condamner les syndicats parce qu'ils font craindre le socialisme et le renversement de l'ordre social. Mais confrontée à la montée en force du capitalisme industriel qui disloque le système de production artisanale et prolétarise les travailleurs, elle doit adopter une attitude plus positive. Le Vatican propose la création de corporations de métiers qui uniraient patrons et ouvriers dans une

même association pour favoriser plus de compréhension et de justice dans les relations de travail.

Ces directives de Rome arrivent au Québec dans le climat social tendu du début du 20^e siècle. Dans la seule année 1903, Montréal subit 23 grèves qui paralysent la production. En Mauricie, l'industrialisation rapide fait craindre au clergé les mêmes effets. Le syndicalisme international, religieusement neutre, s'implante chez Tebbutt Shoe et dans les usines naissantes de la Wayagamac et de la Wabasso. C'est alors que Mgr Cloutier décide d'engager la lutte et fonde la Corporation ouvrière catholique de Trois-Rivières, en 1913.

Un mois après sa fondation, la corporation rassemble déjà 400 ouvriers et une cinquantaine de patrons, mais ceux-ci se désistent graduellement de sorte qu'il n'y aura jamais de véritable corporation. En fait le patronat, sauf exception, et contrairement au souhait de l'épiscopat, se montre hostile au syndicalisme qu'il soit catholique ou non.

Pour renforcer l'identité de la COC, l'évêque lui donne un symbole fort en cédant

un terrain derrière la cathédrale pour construire la « Maison de l'ouvrier ». L'édifice abrite un bureau de placement et des locaux pour les syndicats affiliés. On y donne aussi des formations dans divers métiers. Mais après quelques années d'enthousiasme, la COC n'attire plus et réussit difficilement à maintenir ses effectifs face à la concurrence du syndicalisme international qui, lui, ne se prive pas d'utiliser la grève. Peu efficace, la COC décline et ne compte que 500 membres lors de son affiliation à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) en 1923.

La création de la CTCC, en 1921, résulte du constat que pour rivaliser avec le gigantisme des entreprises industrielles, les organisations ouvrières doivent se fédérer et compter sur la solidarité internationale des travailleurs. À sa fondation, la CTCC regroupe plus de 100 syndicats catholiques représentant alors le quart des effectifs syndicaux du Québec.

Dès ses premières années d'existence, la CTCC reconnaît que la bonne entente proposée par la doctrine sociale de l'Église ne sert que la défense de l'or-



Source: Archives du Séminaire de T.-R.

dre établi. Elle radicalise ses positions et recourt à la grève pour établir un rapport de force. Cette transgression de la doctrine catholique annonce la perte graduelle d'influence de l'Église au sein de l'organisation syndicale et la déconfessionnalisation de 1960 dans le cadre de la formation de la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

Erratum

C'est le nom de Jean-Claude Soulard, et non celui de René Hardy, qu'on aurait du voir à côté de la chronique historique de la dernière édition

LES SYNDICATS

Frein ou levier pour l'émancipation du Québec?

La forte présence syndicale (40%) au Québec est-elle favorable ou préjudiciable à la qualité de vie des Québécois et Québécoises? Certains décrient la présence syndicale affirmant qu'elle constitue un frein pour l'économie québécoise et est un facteur d'injustice intergénérationnelle. D'autres, par contre, considèrent qu'un fort taux de syndicalisation permet un partage plus équitable de la richesse et contribue à la stabilité du marché du travail. La Gazette de la Mauricie donne la parole à des tenants des deux points de vue.

« Le problème avec le corporatisme syndical, au Québec, c'est qu'il se mêle de politique. Avec un milliard de dollars de cotisations obligatoires par an, souvent utilisé pour faire avancer des idées politiques, le mouvement syndical est devenu le plus puissant lobby au Québec, et de loin. Les syndicats se positionnent sur toutes sortes de questions politiques : carrés rouges, Israël, etc., pourtant la majorité des travailleurs n'appuient pas nécessairement les causes défendues. Selon moi cette manière de fonctionner est antidémocratique »

« Ils demandent aux moins fortunés de payer pour les autres. La loi 3 est un bon exemple : ce sont des « boomers » qui peuvent toucher leur retraite à 70 % de leurs salaires... à partir de 46 ans! »

« Il y a aussi le problème du manque de transparence. La commission Charbonneau a démontré que les syndicats ne sont pas blancs comme neige, notamment la FTQ construction. Il faudrait que leurs états financiers soient relevés parce qu'actuellement tout ça est très obscur. »

« La réalité économique d'aujourd'hui, c'est aussi « l'industrie du savoir » et les syndicats sont mésadaptés à cette nouvelle réalité : avec le travail à la pige sans régime de retraite, on est payé au résultat, pas à l'heure.»

« Il y a deux solutions selon moi : soit on donne la liberté aux travailleurs de s'associer ou non, soit on évacue le volet politique, leur donnant alors le choix de le financer, ou pas. »



ÉRIC DUHAIME
ANIMATEUR, CHRONIQUEUR
ET AUTEUR

« Selon un rapport récent de la Banque Mondiale, l'impact du syndicalisme sur l'économie est globalement positif. Il réduit l'écart de revenus entre les travailleurs spécialisés et ceux qui n'ont pas cette chance. C'est un facteur d'égalité des sexes, non seulement parmi les syndiqués mais, par voie d'entraînement, dans la société toute entière. Il permet aussi la promotion des salariés des minorités raciales. Indirectement, son existence rend plus rentable le fait de terminer ses études. Le syndicalisme contribue donc à envoyer un signal productif à toute la société : qui s'instruit s'enrichit. »

« Oui, mais à quel prix ? Moins de profits, calcule la Banque. Mais moins de productivité et de richesse nationale ? Aucune étude ne le prouve. Au contraire, la main-d'œuvre syndiquée est plus stable, donc moins coûteuse à former, elle a d'ailleurs davantage accès à de la formation professionnelle et les entreprises syndiquées innovent tout autant que les autres. »

« Évidemment, le syndicalisme peut également être taitillon, buté, intransigeant. Comme le sont certains patrons et certains gouvernements. Mais il faut reconnaître au syndicalisme québécois une grande contribution à l'économie, notamment des régions, par l'innovation que sont le Fonds de Solidarité et Fondation. »

« J'ai été invité dans un grand nombre d'assemblées syndicales au cours des années et mon message est toujours le même: ne vous contentez pas d'être une force de revendication. Devenez une force de proposition, notamment dans le secteur public. Proposez des solutions pour une augmentation permanente de l'efficacité des services, de sa qualité, de la meilleure utilisation des fonds publics. »

« J'étais heureux de voir que la Fédération des infirmières, la FIQ, a pris le virage du syndicalisme de proposition. J'invite les autres à emboîter le pas. »



JEAN-FRANÇOIS LISÉE
DÉPUTÉ DE ROSEMONT
PARTI QUÉBÉCOIS

« Avec les écarts de richesse grandissants, les syndicats ont plus que jamais leur place au Québec. Exercer son droit d'influence sur les choix politiques de nos gouvernements, c'est un droit fondamentalement démocratique. D'ailleurs c'est suite aux revendications syndicales que la loi sur l'équité salariale - à travail égal, salaire égal- a été adoptée. Un progrès énorme pour la rémunération des travailleuses québécoises. Et ça ne fait pas si longtemps! »

« La démocratie, c'est bien plus que d'aller voter aux quatre ans, c'est le pouvoir du peuple. C'est la possibilité d'être consulté comme citoyens-nes et comme cela que fonctionnent les syndicats. Toutes les décisions sont prises par résolution en assemblée générale des membres. C'est d'ailleurs les membres qui décident des interventions politiques et des dossiers que nous mettons de l'avant. »

« Le gouvernement Harper voulait faire adopter une loi sur la transparence des syndicats. Pourtant nos états financiers sont présentés annuellement à nos membres et les budgets sont votés en assemblée... ce sont des OSBL les syndicats! Pourquoi le gouvernement Harper n'a-t-il pas les mêmes exigences à l'égard des autres regroupements et associations canadiennes? »

« Le gouvernement actuel leurre la population dans de faux débats afin de passer ses lois illégitimes. L'attaque qui est faite présentement sur les régimes de retraite avec la loi 3 touche le droit à la libre négociation, inscrite dans la loi du travail. Mais la majorité des régimes vont bien! Je crois plutôt que le gouvernement veut donner aux villes les moyens de couper dans leurs dépenses en diminuant les conditions de travail des gens afin de récupérer les pertes qu'elles viennent de subir avec le nouveau pacte fiscal. Des coupures de 300 millions je vous rappelle! »



PAUL LAVERGNE
PRÉSIDENT DU CONSEIL CENTRAL
COEUR DU QUÉBEC (CSN)

g CARTE POSTALE

Branché et ouvert sur le monde, le Québec compte des milliers de jeunes Québécois et Québécoises qui parcourent les continents et y réalisent, parfois, des projets dans le cadre de séjours de coopération. Petite fenêtre sur un monde en changement, la chronique Carte postale se veut un clin d'œil à ces ambassadeurs et ambassadrices de notre esprit d'entraide et de solidarité.

Premiers jours d'un pays sans président. Les manifestants crient et chantent leur victoire. Mais l'après Blaise Compaoré, comment ça se dessine, après 27 ans au pouvoir et une population de jeunes Burkinabés qui n'a souvent rien connu d'autre? Aujourd'hui, des centaines de femmes et d'hommes sortent, balai à la main, pour nettoyer la ville des dégâts causés par les émeutes. Le mouvement derrière le soulèvement populaire, le balai citoyen, affirme : hier on a balayé le président, aujourd'hui il faut balayer la ville ! Des curieux se sont rassemblés devant les maisons incendiées d'anciens proches du président, certains tentent de récupérer des pièces comme souvenirs ou pour fabriquer des gri-gri.

Aujourd'hui, le pays se retrouve sans Président et les choses s'organisent de la manière qu'elles peuvent. Mais le peuple des hommes intègres est en train de tracer le chemin pour beaucoup d'autres peuples africains qui aspirent à une meilleure démocratie.



Amélie St-Amant-Ringuette,
ex-stagiaire et accompagnatrice de stages
du Comité de solidarité de Trois-Rivières,
séjourne actuellement au Burkina Faso, à
titre de coopérante pour OXFAM-Québec.



LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société



AFFICHEZ CES PAGES

La compréhension,
c'est contagieux !



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES
www.cs3r.org

Guerre contre le groupe État islamique (ÉI)

Inefficace et perdue d'avance!

Après être intervenu en Afghanistan et en Libye, voilà que le Canada s'engage dans une autre aventure militaire. Cette fois en Irak, et éventuellement en Syrie, contre le groupe État islamique (ÉI), un ennemi qui médiatise fortement ses actes de barbarie. Ce faisant, il cherche la provocation pour en découdre, sur son propre terrain, avec les puissances occidentales et leurs alliés. Et ça fonctionne!

Face aux actes d'une extrême violence et d'une inhumanité sans nom posés par ce groupe, tout doit être fait pour porter secours aux populations menacées des pires atrocités. Mais, est-ce vraiment en se lançant dans une autre guerre de représailles que les victimes et populations menacées seront mieux secourues? Les interventions militaires étrangères qui se sont multipliées au cours des deux dernières décennies ont non seulement donné des résultats décevants, elles ont carrément mené à la catastrophe. Les exemples ne manquent pourtant pas.

Et si les interventions militaires étrangères étaient la cause principale de la montée des groupes extrémistes?

Le rôle du Canada

En joignant la coalition mise sur pied par les États-Unis pour combattre le groupe État islamique (ÉI) en Irak et en Syrie, le Canada de M. Harper s'est engagé à participer à des frappes aériennes pour détruire des positions de l'ÉI. Cette nouvelle mission de combat, après celle de 13 ans en Afghanistan et celle en Libye en 2011, engage, pour l'instant, plus de 600 membres des forces armées canadiennes, six chasseurs F-18, un avion de transport, et trois avions ravitailleurs.



1. Une suite d'échecs patents...

En Afghanistan, en Irak, en Libye, ou encore en Syrie par l'entremise des milices et combattants interposés, les interventions militaires étrangères, toutes menées au nom de la lutte contre le terrorisme, du secours aux civils, de l'établissement de la démocratie ou encore de la reconnaissance des droits des femmes ont conduit à des échecs frappants.

Les organisations terroristes et djihadistes sont aujourd'hui plus nombreuses, mieux organisées, mieux équipées en armes, et plus fortes en nombre qu'avant les interventions militaires visant à les combattre et à les éradiquer. Les victimes civiles se comptent par centaines de milliers, et c'est en millions qu'on dénombre les hommes, femmes et enfants déplacés ou réfugiés hors frontières suite à ces expéditions guerrières censées amener paix, sécurité et démocratie. Quant aux droits humains, notamment ceux des femmes, on peine à identifier les progrès.



Trois interventions militaires

Trois échecs !

Les trois interventions militaires étrangères suivantes, faites au nom de la lutte au terrorisme, devaient permettre le rétablissement de la paix et de la démocratie, et améliorer les conditions de vie des populations concernées... Qu'en est-il véritablement?

AFGHANISTAN

Suite aux attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis envahissent l'Afghanistan pour chasser les Talibans du pouvoir, traquer Oussama Ben Laden, éradiquer l'organisation Al Qaïda, instaurer la démocratie, et permettre aux femmes de recouvrer leurs droits.



RÉSULTATS

Après 13 années de guerre, Al Qaïda et les Talibans sont toujours là. La démocratie afghane est des plus fragiles, et les combats ou attentats quotidiens y font plus de 8000 victimes chaque année (tuées ou blessées). L'Afghanistan demeure dans le peloton de tête des pays les plus dangereux pour les femmes.



IRAK

Sur la base d'informations, qui se sont révélées fausses, voulant que l'Irak de Saddam Hussein soit en possession d'armes de destruction massive, les États-Unis envahissent ce pays en 2003 afin d'y déloger le dirigeant, détruire les supposées armes de destruction massive, et instaurer en lieu et place de la dictature « Hussein » une véritable démocratie.



Après 11 années de guerre ininterrompue, la situation est pire que jamais en Irak. L'intervention étrangère a provoqué d'importants déplacements de population, détruit l'essentiel des infrastructures du pays, accru la misère et la pauvreté, en plus d'exacerber les tensions sociales et religieuses qui ont conduit à la formation du Groupe État islamique (EI)... qui sème aujourd'hui la terreur et le chaos en Irak et en Syrie.



LIBYE

Dans la foulée du printemps arabe, qui a fait souffler un vent de liberté, un large segment de la population libyenne s'est soulevé contre le pouvoir dictatorial du colonel Kadhafi au pouvoir depuis plus de 40 ans. Le conflit intérieur s'amplifie après que des pays tiers (Arabie Saoudite et Qatar notamment) s'y soient immiscés en armant et équipant des tribus et factions rebelles. Une coalition menée par les États-Unis, la France et l'Angleterre, à laquelle s'associe le Canada, intervient alors militairement pour déloger le dictateur et, selon le discours officiel, porter secours aux civils et instaurer la démocratie.



Trois ans plus tard, Kadhafi n'est plus là, mais son pays est toujours en proie à la guerre civile. Deux gouvernements se disputent la légitimité du pouvoir. De nombreuses tribus et milices, lourdement armées par la coalition des grands pays occidentaux, s'affrontent aujourd'hui militairement pour obtenir le contrôle du pays ou de régions spécifiques. Les combats sont quotidiens, et le chaos, de même que l'insécurité se sont installés durablement.



2. Un remède pire que la maladie

En fait, la situation globale des pays et des régions touchés s'est grandement détériorée. Plutôt que la paix, la stabilité et la démocratie promises, un chaos s'est installé durablement, et cela, au prix d'un énorme gaspillage d'argent et de ressources. Dix-sept mille (17 000) milliards \$ dépensés par les États-Unis pour la seule guerre en Irak, 20 milliards \$ par le Canada pour son aventure en Afghanistan! Des sommes qui, investies dans le développement, la lutte à la pauvreté et l'éducation, auraient libéré les populations de l'emprise des organisations terroristes et les auraient rendus nettement moins réceptifs à leur discours de haine et de vengeance.

Comme toujours, les populations civiles sont les premières et principales victimes du chaos actuel. Morts violentes, infrastructures économiques, sanitaires et sociales détruites, aggravation et augmentation des maladies, violences et insécurité quotidiennes, exils. C'est là le lot des peuples d'Irak, d'Afghanistan et de Libye suite aux guerres expéditionnaires menées dans leur pays.

97 %

C'est la proportion des interventions militaires qui échouent ou qui conduisent à une intensification des guerres civiles. Ces résultats, similaires à d'autres, ont été obtenus en 2010 par des chercheurs de l'Université de New York qui ont étudié les dizaines d'interventions militaires américaines depuis 1945.

(Source: Bruce Bueno de Mesquita et George W. Downs, Université de New York, 2010)

3. Que faire alors?

S'il est facilement démontré que les expéditions guerrières visant à imposer la paix et la démocratie par la force sont inefficaces, d'autres pistes d'action s'offrent au gouvernement du Canada pour améliorer le sort des populations et contrer la répétition de tels conflits.

D'abord, répondre, à court terme, à l'immense défi humanitaire posé par l'afflux de réfugiés déracinés par ce tragique conflit.

Il faut combattre les injustices et les inégalités.

Promouvoir et appuyer, en lien avec les autres pays de cette région, une implication active de l'ONU dans la résolution des conflits frappant cette région.

Intensifier, via ses programmes d'aide et de coopération, la lutte à la pauvreté et le renforcement des institutions de la société civile dans les pays concernés.

Soutenir activement le développement d'infrastructures et de programmes éducatifs et sanitaires de base.

La paix, la démocratie et le progrès social n'avancent pas via le largage de bombes ou l'envoi de missiles, mais par un effort constant pour réduire les injustices et les inégalités, sources principales des guerres et des conflits en cours. C'est le chemin le plus sûr pour en finir, à terme, avec le chaos, la barbarie et les convulsions sociales qui sont le résultat des mauvaises décisions de certains dirigeants.

Avec l'État islamique, toute solution militaire, surtout imposée de l'étranger, est vouée à l'échec.

Plutôt que la paix, la stabilité et la démocratie promises, un chaos s'est installé durablement en Irak, en Afghanistan et en Libye, suite aux interventions militaires étrangères.

POUR EN SAVOIR PLUS

Comité de Solidarité/
Trois-Rivières (CS3R)
www.cs3r.org

Coalition Échec à la guerre
www.echecalaguerre.org

Project Ploughshares
<http://ploughshares.ca>

**Vous appréciez ce point de vue
DIFFÉRENT?**

**Aidez-nous à
CHANGER LE MONDE**

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598



Une alternative à l'austérité!



À titre d'organisme régional responsable de promouvoir et de soutenir le développement de l'économie sociale en Mauricie, le Pôle d'économie sociale est fier de participer à ce dossier spécial. Collaborer à un tel dossier permet de mettre en lumière les entreprises de notre territoire et surtout démystifier ce qu'est l'économie sociale.

GENEVIÈVE DUBOIS

DIRECTRICE DU PÔLE
D'ÉCONOMIE SOCIALE MAURICIE



Au Québec, le secteur de l'économie sociale regroupe au-delà de 7 000 entreprises qui génèrent plus de 150 000 emplois et dont le chiffre d'affaires de plus de 17 milliards de dollars compte pour plus de 8 % du PIB.

Pour plusieurs, l'économie sociale est encore méconnue ou victime de préjugés. Rappelons d'abord que l'économie sociale est une façon d'entreprendre autrement. On y retrouve des OBNL, des coopératives et des mutuelles. Ces entreprises sont ancrées dans leur milieu et répondent aux besoins de leur communauté. C'est donc un modèle d'affaires gagnant qui démontre d'ailleurs un taux de survie supérieur aux entreprises traditionnelles.

En Mauricie, c'est 225 entreprises d'économie sociale

présentes dans différents secteurs d'activités, dont le transport, le tourisme, l'environnement, l'aide à la personne et les services de garde. Ces entreprises emploient 3500 personnes et cumulent un chiffre d'affaires de plus de 110 000 000 \$. Impressionnant n'est-ce pas?

Il est impératif que l'économie sociale soit davantage connue puisqu'elle joue un rôle primordial dans le développement de notre région. Surtout dans un contexte d'austérité où l'état se désengage doucement, il est essentiel de

redire que l'économie sociale fait partie de la solution et est une façon de faire du développement économique.

Le mois de novembre étant consacré « mois de l'économie

Dans un contexte d'austérité où l'état se désengage doucement, il est essentiel de redire que l'économie sociale fait partie de la solution et est une façon de faire du développement économique.

sociale » en Mauricie, nous espérons vous sensibiliser afin que vous profitiez de la gamme de services et produits offerts par nos différentes entre-

prises. Encouragez l'ensemble de ces entreprises qui donnent une valeur ajoutée à notre économie et à notre région!

Il est possible de consulter la liste des entreprises d'écono-

mie sociale de la Mauricie via le répertoire des entreprises : www.economiesocialemauricie.ca

Une contribution d'importance à l'économie régionale



On ne peut pas parler d'économie sociale sans parler des coopératives et des mutuelles, ces entreprises collectives qui, au Québec, ont plus de 160 ans d'histoire.

ANNIE ROY

DIRECTRICE GÉNÉRALE,
COOPÉRATIVE DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL CENTRE-DU-QUÉBEC/MAURICIE

En Mauricie, ces entreprises se retrouvent au cœur du développement économique de la région. Elles contribuent de diverses façons au bien-être de l'ensemble des communautés. Non seulement sont-elles créatrices d'emplois durables et socialement responsables, mais, au surplus, parce qu'elles sont solidement ancrées dans leur communauté, elles sont toujours prêtes à faire face aux changements de conjoncture.

Faire partie du mouvement coopératif et mutualiste contribue à pousser plus loin le développement des entreprises coopératives. S'il est vrai

qu'il n'est pas toujours simple et parfois moins rapide de travailler en coopération, et que cela peut parfois aussi « aller moins vite », les résultats n'en sont que plus durables et collectivement plus gratifiants. En favorisant la prise en charge des communautés dans tous les secteurs d'activité économique, les entreprises coopératives et mutuelles contribuent à l'équilibre des milieux.

Le mois de l'économie sociale, tout comme la semaine de la coopération qui a eu lieu le mois dernier, sont des moments privilégiés pour souligner la contribution et l'en-

gagement des coopératives et des mutuelles. La Mauricie est riche de plus de 120 entreprises coopératives qui emploient plus de 1 100 personnes. Selon les dernières statistiques diffusées par le ministère de l'Économie, de l'Innovation, et des Exportations du Québec (MEIE), le chiffre d'affaires de l'ensemble des coopératives de la Mauricie (excluant les coopératives financières et les mutuelles) s'établissait à 75 282 322 \$. La force économique du mouvement coopératif en Mauricie est donc bien réelle.

La contribution du mouvement coopératif et mutualis-

te au développement socioéconomique du Québec a été reconnue dans le cadre de la « Loi sur l'économie sociale ». Nous pouvons affirmer sans hésitation que les coopératives, les mutuelles et les organismes à but non lucratif répondent à un réel besoin. Elles proposent un modèle

« Le chiffre d'affaires de l'ensemble des coopératives de la Mauricie (excluant les coopératives financières et les mutuelles) s'établit à 75 282 322 \$ ce qui en fait du mouvement coopératif une force économique bien réelle en Mauricie. »

d'affaires qui permet de faire les choses autrement tout en

étant rentables, viables, créatrices d'emplois et bénéfiques socialement. D'ailleurs, la formule coopérative et mutualiste permet parfois de réussir dans des secteurs où l'entrepreneuriat purement privé ne peut trouver son compte. Mobiliser, engager et enraciner, ça c'est vos co-

opératives et vos mutuelles de la Mauricie!

Merci aux partenaires
du développement coopératif



LETTRE D'OPINION

Les CPE : Une richesse pour la société québécoise

Saviez-vous que les Centres de la petite enfance (CPE) sont des entreprises d'économie sociale ?

Le réseau des CPE a été créé en 1997 par des parents, en particulier des femmes, qui se sont concertés pour bâtir des organisations soumises à des règles de gestion démocratique. Ce mouvement conjugait l'accès au marché du travail et la participation aux soins des enfants, prémisses à la conciliation travail-famille actuelle. Alors que le gouvernement libéral de M. Couillard cherche actuellement à freiner (certains disent même ratatiner) le réseau des CPE, il est paradoxal de constater que ce réseau fait actuellement l'envie de plusieurs autres provinces et pays dans le monde.

La Gazette de la Mauricie reproduit ici des extraits d'une lettre d'opinion de madame Hélène Ferland, directrice du CPE Le Cheval Sautoir, qui croit profondément à l'utilité sociale et économique des CPE, et surtout à leur efficacité pour assurer aux enfants québécois un bon départ dans la vie.

« J'œuvre depuis de nombreuses années auprès des enfants et de leurs familles dans un centre de la petite enfance. J'y crois profondément, entre autres parce que des chercheurs, spécialistes et professionnels s'y sont attardés à réfléchir, à évaluer, à questionner, à prouver.... Que des hommes, des femmes m'ont convaincu, m'ont appuyé Que des approches ont été cernées et validées : écosystémie, économie sociale, éducation citoyenne, bilan social, appropriation, optimisation, intervention précoce, intervention démocratique.

Et cela, tout en s'efforçant d'optimiser l'utilisation des montants dévolus pour assurer l'atteinte d'une qualité de services mondialement reconnue. Mais surtout, j'y crois parce que je peux témoigner de résultats mesurables et concrets au fil des ans, parce que j'y ai participé activement et que j'ai respecté les personnes rencontrées. Parce que je peux affirmer que le mot "investissement" est beaucoup plus qu'une dépense.

Parce que la prévention n'est pas une simple ligne comptable.

Bref, une de mes certitudes professionnelles est qu'intrinsèquement tout est possible ENSEMBLE ... Et si tout l'monde en même temps. »

Hélène Ferland,
Directrice du CPE
Le Cheval Sautoir



Hélène Ferland, à gauche, et une partie de son équipe avec les enfants du CPE Le Cheval Sautoir

FIN DE L'UNIVERSALITÉ DES SERVICES DE GARDE? LES JEUNES FAMILLES DISENT UN GROS NON !



C'est par dizaines de milliers que les parents se sont mobilisés pour dénoncer, le 9 novembre dernier, cette atteinte à la politique familiale québécoise. Cette forte réponse adressée à la ministre de la Famille, Francine Charbonneau et à son gouvernement aura-t-elle été entendue? La suite des choses nous le dira bientôt.

Depuis près de 35 ans,
La tourelle de l'énergie
vit son quartier,
au rythme de son 

Accueillant plus de 122 enfants dans ses 3 installations des rues Giguère et Georges, nous sommes fiers de participer activement à l'épanouissement des familles de notre région !

– Caroline Quessy, Directrice générale



centre de la petite enfance
La tourelle de l'énergie

1452, Rue Giguère, Shawinigan G9N 3W4
Tél. : 819 539-7757
Fax : 819 539-3622

LES SERVICES
LE CHEVAL
SAUTOIR

Une Entreprise de Services et d'Économie Sociale

- Service Alimentaire (traiteur)
- Soutien au développement des compétences
- Service d'implication et d'engagement social



Centre de la Petite enfance
Entreprises d'économie sociale
axées vers l'éducation citoyenne
ayant à cœur la famille

678, Hart
Trois-Rivières QC
G9A 4R8
www.chevalsautoir.rcpe04-17.com

Tel : 819 378-5064
Fax : 819 378-8173

Le développement social célèbre son 10^e anniversaire

La Ville de Trois-Rivières célébrera, en 2015, le 10^e anniversaire de sa Politique de développement social. L'élément clé qui est au cœur du développement social et de sa politique est le citoyen dans son entité, peu importe son âge, sa couleur, son revenu ou encore sa condition physique ou mentale.

Beaucoup d'eau a passé sous les ponts depuis l'adoption par le conseil municipal de la politique. Celle-ci fut le résultat de bien des rencontres, consultations et échanges entre les organismes communautaires, les citoyens, les intervenants municipaux et paramunicipaux. Un travail de longue haleine qui a permis de mettre sur papier une belle politique qui répond aux réalités.

Le comité profite de cet anniversaire pour mettre à niveau et valider la politique qui a dix ans déjà. Il souhaite prendre le temps de vérifier si celle-ci correspond toujours aussi bien au milieu et aux besoins. Un travail de réflexion sera entrepris pour valider ou non la politique et, s'il y a lieu, apporter les modifications qui se doit. « En 10 ans, les choses ont changé. Plusieurs actions ont été réalisées et des nouvelles réalités sont présentes. Pensons, par exemple, aux problématiques de santé mentale qui sont à la hausse. Il faut prendre le temps, comme ville, avec nos partenaires, de voir ce que l'on peut faire », mentionne Jean-François Aubin, conseiller municipal du district de Marie-de-l'In-

carnation et président du comité de développement social.

Le comité saisi également cet opportunité pour se doter d'un nouveau plan d'action. Celui-ci correspondra aux réalités d'aujourd'hui qui ont changé ou sont d'un tout autre niveau depuis la première version. Un travail de consultation sera entrepris pour mieux orienter le nouveau plan d'action dont le dépôt est prévu en 2015 pour souligner l'anniversaire. Le travail est déjà amorcé et un bilan du travail en développement social est actuellement en cours et sera complété d'ici la fin de l'automne 2014.

Le comité de développement social de la Ville de Trois-Rivières est né en 2003. Il est actuellement composé, outre de M. Aubin, de M. Jean Perron, conseiller municipal, M. Jean-Marc Bergeron, directeur des loisirs et des services communautaires à la Ville de Trois-Rivières, Julie Colbert, directrice de Centraide Mauricie, Mme Amélie Dubuc, coordonnatrice à la Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières, MmeChristine Laliberté, directrice au Centre de santé et de services sociaux de Trois-Rivières, Mme Marie-Pierre Leblanc, coordonnatrice à la Démarche des premiers quartiers, M^{me} Jacynthe Morasse, coordonnatrice, responsable du développement social à la Ville de Trois-Rivières ainsi que M. André Savard et M. Denis Simard, citoyens.



10 ans d'implication sociale



COOPÉRATIVE AUX BERGES DU LAC CASTOR

Au coeur de la nature mauricienne

Conformément aux grands principes coopératifs, la Coop Aux berges du lac Castor est une entreprise sans but lucratif dont la propriété est collective et où le pouvoir est exercé démocratiquement (un membre, un vote). Coopérative de travail, elle fait passer l'humain avant le capital et est gérée collectivement par ses membres, qui adhèrent à une éthique fondée sur l'honnêteté, la transparence, la responsabilité sociale et l'altruisme.

DENIS HÉBERT

Fondée en 1998, la coopérative du lac Castor fait l'acquisition en 1999 du domaine du lac Castor, anciennement propriété de la congrégation des Frères de l'instruction chrétienne. Une mobilisation du milieu lui permet de rénover les bâtiments existants, d'en bâtir de nouveaux et d'aménager le domaine pour en faire un site enchanteur. Aujourd'hui fréquentée par les familles, les amateurs de plein air, les adeptes du tourisme vert et les artistes, elle est souvent citée comme exemple de réussite et de savoir-faire dans le milieu de l'économie sociale, communautaire et coopérative.

La vocation de la coopérative s'est par la suite précisée au fil des ans, et son offre de services s'articule maintenant autour de trois grands axes : l'environnement (plein air), le communautaire, et la culture. Elle permet à sa clientèle

d'avoir accès à un réseau de 30 km de sentiers pédestres le long desquels on trouve des bancs pour se reposer, des tables de pique-nique pour casser la croûte, des panneaux d'interprétation portant sur la faune (barrages de castor) et la biodiversité forestière ainsi que de nombreuses plates-formes d'observation. À certains endroits, on peut même contempler la plaine du St-Laurent et les Montérégiennes.

La coopérative met à la disposition de la clientèle des salles de rencontre ou de formation de même qu'une cuisine communautaire, mais elle lui permet aussi d'avoir accès gratuitement aux équipements de plein air et de sports nautiques.

Enfin, fidèle à ses origines, elle présente des spectacles durant la saison estivale. Une petite scène accueille conteurs, chanteurs ou artistes aussi variés que Mes Aïeux, Fred Pellerin,

Blues Gitan, Yves Lambert, Richard Desjardins, Les Tireux d'Roche, Misteur Valaire, Lisa Leblanc, Alex Newsky, Les Langues Fourchues, et le théâtre ambulant Le Cochon. Elle met en outre à la disposition de sa clientèle un loft de création artistique doté de tout le nécessaire pour mener à bien des projets de création dans des domaines aussi variés que l'écriture, la musique, la peinture et le théâtre.

Alors qu'ils célèbrent le quinzième anniversaire de leur coopérative, les travailleurs peuvent tirer une fierté légitime en jetant un coup d'œil sur le chemin parcouru depuis le début, et sur l'auberge, les yourtes, les huttes, les sites de camping rustique, les petits chalets, le café, la salle de spectacle, la cuisine communautaire et les 35 km de sentiers qui font des Berges du Lac Castor une destination de choix pour l'amant de la nature et des arts.



L'ESSOR ÉCONOMIQUE DE SHAWINIGAN

Les entreprises d'économie sociale mises à contribution

La Ville de Shawinigan a fait le choix de soutenir activement, par l'entremise de la politique d'achat municipal, le développement des entreprises d'économie sociale de Shawinigan et de la Mauricie. Un choix d'une portée sociale qui a été officialisé avec la signature d'une déclaration à l'été 2014.

En signant la déclaration d'engagement à l'achat public auprès des entreprises collectives, Shawinigan s'est démarqué à l'échelle régionale. En effet, elle est devenue la première ville en Mauricie à prendre l'engagement de s'approvisionner davantage en bien et services auprès des entreprises économiques œuvrant dans le secteur de l'économie sociale.

Cette orientation prônée par les élus municipaux, qui accueillent sur leur territoire une trentaine d'entreprises d'économie sociale, s'inscrit avec force dans une volonté démontrée de tout mettre en œuvre pour favoriser l'essor économique de la ville et la croissance des emplois.

« Par cette décision, nous nous inscrivons dans un courant devenu mondial voulant que les communautés locales s'activent et se prennent en main pour assurer leur développement économique. Et cela se fait en misant sur tous les secteurs qui peuvent apporter leur contribution à cet effort collectif », affirme le maire de Shawinigan, Michel Angers.

Président dans le domaine de l'économie sociale pendant huit ans, Michel Angers a tout de suite été interpellé par l'idée d'encourager des entreprises d'économie sociale qui mettent à profit l'humain et qui ont des retombées positives pour la communauté. D'ailleurs, c'est une mentalité qui est de plus en plus partagée par la population de Shawinigan.



**NOS
ENTREPRISES
D'ÉCONOMIE
SOCIALE**

► **15 MILLIONS \$ EN
VALEURS IMMOBILIÈRES
EN 2013**

EN 2013 :
► **30 MILLIONS \$
EN CHIFFRES
D'AFFAIRES TOTAUX**
► **20 MILLIONS \$
EN MASSE SALARIALE**

► **35 ENTREPRISES**
► **14 SECTEURS D'ACTIVITÉ**

► **500
EMPLOIS**



Mauricie

Pôle d'économie sociale

Qu'est-ce que l'économie sociale en Mauricie?

En chiffres

- 225 entreprises d'économie sociale;
- 60 % des entreprises sont des OBNL et 40 % des coopératives;
- 3500 emplois;
- Chiffre d'affaires de plus de 110 000 000\$.



Les
Aides Familiales
de Mékinac

Nous vous offrons des services d'entretien ménager, de préparation de repas, de répit et de soins à la personne.

Tél. : (418) 289-2265
www.aidesfamilialesmekinac.org
301 rue St-Jacques, bureau 201
Ste-Thècle (Québec) G0X 3G0

Auberge, chalets, huttes, yourtes, camping,
30 km de sentiers pédestres et de raquette



**Aux berges du
Lac Castor!**

Où la magie de l'homme
rencontre la beauté de la terre
819 268-3339



Entreprise à but non lucratif offrant un service de traiteur complet. Bouff'elles propose des choix écologiques et équitables. L'entreprise préconise une gestion collective et a une finalité sociale, notamment en donnant accès à l'emploi à des personnes exclues et peu scolarisées afin de leur permettre d'améliorer leur qualité de vie.

819 378-3842
www.buffetsbouffelles.com
1060, St-François-Xavier, Trois-Rivières



Entreprise d'économie sociale en ensachage de café équitable de qualité supérieure, « Café Comsep » fournit un café cultivé, importé et vendu de façon équitable. Chaque gorgée est un geste de solidarité posé envers les travailleurs et travailleuses des pays du sud et des gens en situation de pauvreté d'ici.

819-378-6963 - www.comsep.qc.ca
1060 St-François-Xavier, (bureau 250)
Trois-Rivières

Centre de conditionnement physique à but non lucratif ouvert au public et qui offre des prix spéciaux pour les gens à faible revenu et pour les résidents des premiers quartiers de Trois-Rivières. Maintenir la forme et la santé à prix abordable, au Communo-Gym, c'est possible.



819 840-0462
communo-gym@hotmail.com
1060, St-François-Xavier (porte 4), Trois-Rivières



ÉCOF-CDEC et la Démarche des premiers quartiers soutiennent l'économie sociale parce qu'elle allie l'équité au développement économique et qu'elle fait la démonstration que ces deux concepts peuvent être compatibles.



Entreprise à but non lucratif visant le développement local et la revitalisation des premiers quartiers de la Ville, le Bucafin offre des services de proximité. L'entreprise offre également des services d'information et de référence, des cours d'Internet gratuits, des ateliers, des conférences, etc.



Société d'aide au développement
des collectivités
DE LA VALLÉE DE LA BATISCAN

« Dans la cadre du mois de l'Économie sociale, la SADC de la Vallée de la Batiscan est fière de souligner sa contribution aux succès de ces entreprises par ses interventions en accompagnement et en financement. La SADC désire également souligner l'apport durable de l'économie sociale dans le développement de nos milieux. »
390, rue Goulet, Saint-Stanislas
418-328-4200 - www.sadcvb.ca
sadvvb@cgcable.ca